

Unité départementale du Haut-Rhin  
Direction Régionale de l'Environnement  
2 Place du général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 22 novembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)**

Route de Rodern  
68750 Bergheim

Références : 0006702033\_224\_11\_13\_RMB\_transit\_illégal DEEE  
Code AIOT : 0006702033

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2024 dans l'établissement RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) implanté Route de Rodern 68750 Bergheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action régionale visant les installations illégales de transit et de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)
- Route de Rodern 68750 Bergheim
- Code AIOT : 0006702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMB exploite une installation de stockage de déchets non dangereux issus de son centre de tri.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Décret du 06/06/2018, Annexe	Sans objet
2	Dispositions du contrat-type éco-organisme	Code de l'Environnement, Article R. 543-200-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués n'appellent pas de suite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, Annexe
<b>Thème(s) :</b> Autre, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711
<b>Prescription contrôlée :</b> 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.  Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> : régime de l'enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> : régime de la déclaration avec contrôle périodique
<b>Constats :</b> L'exploitant affirme ne pas détenir de déchets d'équipements électriques et électroniques sur son site. Le service de l'Inspection n'a pas constaté la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques dans la zone de tri et dans la zone d'entreposage des déchets triés en attente de valorisation. Une consigne est affichée à l'entrée de la zone de tri des déchets précisant que le site n'accepte pas de déchets d'équipements électriques et électroniques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'Environnement, Article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. (...) [...]
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de déchets d'équipements électriques et électroniques sur le site, mais il a été constaté la présence de piles dans un contenant de 200 litres, situé à l'abri des intempéries.  L'exploitant informe le service de l'Inspection que des piles ou accumulateurs peuvent se trouver dans les bennes de déchets qui lui sont livrées. Lors du tri de ces bennes, l'exploitant isole les piles ou accumulateurs et les entrepose avant évacuation par un éco-organisme.  L'exploitant a signé avec un éco-organisme, agréé depuis le 1 janvier 2022 pour trois années, un contrat de reprise des piles ou accumulateurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite